

Print

Loi «sécurité globale»: La France s'enfoncé dans la dictature

Par [Pierre Duval](#)

Mondialisation.ca, 02 décembre 2020

[Observateur Continental](#)

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/loi-securite-globale-la-france-senfoncé-dans-la-dictature/5651664>



Plus de 40.000 personnes étaient présentes à Paris pour dénoncer la loi sur la «sécurité globale». Plusieurs villes de France ont connu aussi des manifestations réunissant des dizaines de milliers de manifestants. L'inquiétude monte en France avec cette nouvelle loi devant plus protéger la police durant ses interventions et les manifestations.

Cette loi arrive en pleine réalisation de lois sur la crise sanitaire où l'Etat français veut vacciner les Français et alors que les violences policières commises sur les Gilets jaunes ont provoqué des mutilations graves durant les mois passés.

L'affaire de Michel Zecler montre que filmer les policiers est utile. Sans la vidéo dans son studio d'enregistrement, le producteur n'aurait pas pu se défendre devant la justice. Filmer la police en action dans la rue, si ce n'est pas dans un lieu privé ou chez soi, est nécessaire. Que les personnes qui filment les policiers soient des journalistes ou de simples manifestants ou passants, les vidéos tournées restent des documents précieux pour dénouer des situations de faits devant les tribunaux. Aussi, on s'étonne de voir l'Etat français avoir mis en place l'interdiction de filmer la police par la loi «sécurité globale». Ce n'est pas non plus à l'Etat de déterminer qui a le droit de filmer ou pas et de dire que seuls les journalistes ayant la carte de presse ont le droit de le faire, surtout à l'heure d'aujourd'hui où les média subventionnés par l'Etat se comportent de plus en plus en porte-parole du pouvoir politique en place.

La question est de savoir pourquoi l'Etat fait interdire de filmer les forces de l'ordre. A-t-il planifié des actions encore plus coercitives? Il ne faudrait donc pas que le public soit informé des mesures mises en place?

Des manifestants se limitant trop aux violences policières. C'est une bonne chose d'avoir vu les Français sortir dans la rue pour manifester et dénoncer la nouvelle loi «sécurité globale». Mais, dans le contexte dans lequel la France est plongée avec les lois sanitaires dictées par le ministre de la Santé et par le président français en personne, les manifestants ont continué de porter le masque et n'ont pas engagé les revendications pour dénoncer les lois sanitaires qui sont les premières violences policières dictées par l'Etat qui est devenu un appareil de répressions totalitaires depuis le printemps dernier.

Les Français circulent dans leur pays contrôlés par la police à cause du masque et des horaires de circulation. La limitation à 1 kilomètre de son domicile pour 1 heure est une violence politique avant tout. Même la Biélorussie, tant montrée du doigt par la France comme étant une dictature, n'a pas eu l'idée de mettre en place ces mesures.

Déjà, le jeudi 26 novembre, plusieurs milliers de commerçants ont manifesté dans Marseille pour dénoncer la dictature sanitaire qui leur interdit de travailler et de vivre. Une femme a [lancé](#) à la foule: «On ferme les commerces pour une maladie qu'on soigne avec du Doliprane. Ils sont en train de tuer tout le monde. Des lois, sont votées actuellement contre le peuple, comme le vaccin obligatoire. Si nous aimons notre pays, libérons notre peuple, ce sont des criminels. Il [Macron] a ruiné l'avenir de la jeunesse». Dans cette manifestation, les citoyens refusaient en grande majorité de porter le masque.

Le cortège de Paris était mené par des organisations syndicales et des sociétés de journalistes à partir de la place de la République pour protester contre «des dérives sécuritaires insupportables». Les manifestants voient en ces lois votées en France le contenu du livre *1984* de Georges Orwell. Les répressions sont de plus en plus présentes et violentes en France et apportent la preuve que ce pays est devenu une dictature où les interdictions de manifester ou de voir ses proches ou d'aller faire du ski durant les fêtes de Noël, ont atteint un paroxysme hors norme.

Même si la majorité a décidé ce lundi une «réécriture totale de l'article 24 de la proposition de loi sur la «sécurité globale», les Français doivent tout faire pour ne pas être écrasés par une élite.

Pierre Duval

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Pierre Duval, Observateur Continental, 2020